

January 5, 1939

Agreement between the postal administration of the United States of America and the postal administration of Belgium concerning the exchange of parcel post, with regulations of execution. Signed at Washington January 5, 1939; ratified by the President of the United States January 11, 1939; ratified by Belgium March 21, 1939; effective May 1, 1939.

<p style="text-align: center;">Arrangement entre l'Administration des Postes des Etats-Unis d'Amérique et l'Administration des Postes de la Belgique concernant l'Echange des Colis postaux.</p>	<p style="text-align: center;">Agreement between the Postal Administration of the United States of America and the Postal Administration of Belgium concerning the Exchange of Parcel Post.</p>
--	---

*Agreement with
Belgium concerning
the exchange of parcel
post.*

Désireux de conclure un Arrangement concernant l'échange des colis postaux entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, les soussignés: Comte Robert van der Straten-Ponthoz, Ambassadeur de Belgique, désigné par Sa Majesté le Roi des Belges pour son plénipotentiaire pour cet effet, et James A. Farley, le Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique, en vertu du pouvoir qui lui est dévolu par droit, sont convenus des dispositions suivantes:

Desiring to conclude an Agreement concerning the exchange of parcel post between Belgium and the United States of America, the undersigned: Count Robert van der Straten-Ponthoz, Belgian Ambassador, designated by His Majesty the King of Belgium as his Plenipotentiary for the purpose, and James A. Farley, Postmaster General of the United States of America, by virtue of the power vested in him by law, have agreed upon the following provisions:

ARTICLE I.

Objet de l'Arrangement.

Territory embraced.

Entre les Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, Hawaï, Puerto Rico, Guam, Samoa et les Iles Vierges des Etats-Unis) et la Belgique il peut être échangé, sous la dénomination de colis postaux, des envois jusqu'aux limites de poids et de dimensions prescrites dans le Règlement d'Exécution.

ARTICLE I.

Object of the Agreement

Post, p. 2124.

Between the United States of America (including Alaska, Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii) and Belgium, there may be exchanged under the denomination of parcel post parcels up to the maximum weight and the maximum dimensions indicated in the Regulations of Execution.

ARTICLE II.*Colis en transit.*

1. Chaque Administration garantit le droit de transit à ou de l'un quelconque des pays avec lequel elle échange des colis postaux aux colis originaires ou en destination du territoire de l'autre Administration contractante.

2. Chaque Administration fera connaître à l'autre quels sont les pays auxquels des colis peuvent être adressés par son intermédiaire et les droits de transport qui lui reviennent, ainsi que les autres conditions.

3. Pour être acceptés, les colis expédiés par l'un des pays contractants et destinés à transiter par l'autre pays, doivent remplir les conditions fixées par l'Administration intermédiaire.

ARTICLE III.*Affranchissements et taxes.*

1. L'Administration d'origine est autorisée à percevoir de l'expéditeur de chaque colis les taxes d'affranchissement, les taxes pour demandes de renseignements faites postérieurement au dépôt, et, en ce qui concerne les colis assurés (colis avec valeur déclarée), les taxes d'assurance et les taxes de renvoi des accusés de réception, prévues par sa réglementation intérieure.

2. Sauf en cas de réexpédition ou de retour des colis à l'origine, l'affranchissement des colis ainsi que le paiement d'avance des taxes susindiquées applicables, est obligatoire.

ARTICLE IV.*Conditionnement des colis.*

Chaque colis doit être emballé d'une manière répondant à la longueur du parcours ainsi qu'au poids du colis et à la nature du contenu comme il est prescrit par le Règlement d'Exécution.

ARTICLE II.*Transit parcels.*

1. Each Administration guarantees the right of transit to or from any country with which it has parcel post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the service of the other contracting Administration.

2. Each Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary, and the amount of the charges due to it therefor as well as other conditions.

3. To be accepted, parcels sent by one of the contracting countries for onward transmission through the service of the other must comply with the conditions prescribed by the intermediate Administration.

Right of transit.

Intermediaries; charges.

Acceptance for onward transmission; conditions.

ARTICLE III.*Prepayment of postage and fees.*

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel the postage and the fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted, and also, in the case of insured parcels, the insurance fees and the fees for return receipts, prescribed by its regulations.

Collection from sender.

2. Except in the case of returned or redirected parcels, prepayment of the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable, is compulsory.

Exception.

ARTICLE IV.*Preparation of parcels.*

Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey as well as the weight of the parcel and the nature of the contents as set forth in the Regulations of Execution.

Packing.

ARTICLE V.

Objets prohibés.

1. Il est interdit d'expédier par colis postal:

Dangerous articles.

a) les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis;

Narcotics.

b) l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants;

Nonadmissible articles.

c) les objets dont l'admission n'est pas autorisée par la douane ou par les autres lois ou règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays;

Letters, etc.

d) des lettres ou documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, mais il est permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, limitée aux renseignements constitutifs d'une facture et aussi une copie simple de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur;

Obscene, etc., articles.

e) les objets obscènes ou immoraux;

Live animals; exceptions.

f) les animaux vivants, à l'exception des sanguines;

Enclosure with different address.

g) une pièce annexe portant une adresse différente de l'adresse portée sur l'emballage du colis;

Explosive, etc., substances.

h) les matières explosibles, inflammables ou dangereuses;

Coin, etc.

i) les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux, dans les colis sans valeur déclarée.

Action to be taken.

2. Quand un colis contenant des objets prohibés est transmis par l'une des Administrations à l'autre, cette dernière doit agir conformément à ses lois et règlements intérieurs. Les matières explosibles ou inflammables ainsi que les documents, les portraits ou les autres objets portant atteinte aux bonnes moeurs du public, peuvent être détruites sur place par l'Administration qui en constate la présence dans les colis.

ARTICLE V.

Prohibitions.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post:

(a) Articles which, from their nature or by their packing, may expose postal officials to danger, or soil or damage other parcels;

(b) opium, morphine, cocaine, and other narcotics;

(c) articles whose admission is not authorized by the customs or other laws or regulations in force in either country;

(d) a letter or document which constitutes an actual and personal correspondence, but it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, with mention of the address of the sender; of the address of the sender;

(e) obscene or immoral articles;

(f) live animals, except leeches;

(g) an enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel;

(h) explosive, inflammable, or dangerous substances;

(i) coin, bank notes, currency notes, or any kind of securities payable to bearer; platinum, gold, or silver, whether manufactured or unmanufactured; precious stones, jewels, or other precious articles, in uninsured parcels.

2. When a parcel containing any prohibited article is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and inland regulations. Explosive or inflammable articles, as well as documents, pictures, and other articles injurious to public morals may be destroyed on the spot by the Administration which has found them in the parcels.

Le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre ne peut en aucun cas entraîner le retour du colis à l'expéditeur. La lettre est toutefois taxée en vue de la perception, du destinataire, de l'affranchissement dû d'après le tarif régulier.

Les deux Administrations se communiquent, au moyen de la "Liste des Objets Interdits" publiée par le Bureau International de l'Union Postale Universelle, la nomenclature de tous les objets prohibés; mais elles ne prendront, en agissant de la sorte, aucune responsabilité vis-à-vis de la police, de la douane ou des expéditeurs des colis.

3. Dans le cas où les colis admis à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'Administration expéditrice doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ces colis.

ARTICLE VI.

Colis assurés. (Colis avec valeur déclarée).

Les colis peuvent être assurés jusqu'au montant de 500 francs-or ou l'équivalent en monnaie du pays d'origine. Cependant, les Administrations des deux pays contractants peuvent, d'un commun accord, majorer ou réduire le montant maximum de l'assurance mentionné dans le présent Arrangement.

Un colis ne peut donner droit à une indemnité supérieure à la valeur réelle de son contenu, mais il est permis d'assurer tout colis pour une partie seulement de cette valeur.

ARTICLE VII.

Responsabilité. Indemnité.

1. Les Administrations des deux pays contractants ne seront pas responsables de la perte d'un colis ordinaire ou de la soustraction ou détérioration de son contenu.

The fact that a parcel contains a letter or a communication having the nature of a letter may not, in any case, entail the return of the parcel to the sender. The letter is, however, marked for the collection of postage due from the addressee at the regular rate.

The two Administrations advise each other, by means of the "List of Prohibited Articles" published by the International Bureau of the Universal Postal Union, of all prohibited articles. However, they do not assume on that account any responsibility towards the customs or police authorities, or the sender.

3. If parcels wrongly admitted to the post are neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Administration of origin must be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcels.

ARTICLE VI.

Colis assurés. (Colis avec valeur déclarée).

Parcels may be insured up to the amount of 500 francs gold or its equivalent in the currency of the country of origin. However, the Administrations of the two contracting countries may, by mutual consent, increase or decrease the maximum amount of insurance mentioned in this Agreement.

A parcel cannot give rise to an indemnity higher than the actual value of its contents, but it is permissible to insure it for only part of that value.

ARTICLE VII.

Responsibility. Indemnity.

1. The Administrations of the two contracting countries will not be responsible for the loss of an ordinary parcel or for the abstraction or damage to its contents.

Parcel containing a letter.

"List of Prohibited Articles."

Parcels wrongly admitted.

Maximum amount.

Limitation.

Responsibility.

2. Sauf dans les cas prévus à l'article suivant, les Administrations sont responsables de la perte des colis assurés déposés dans l'un des deux pays contractants et à livrer dans l'autre, et de la perte, de la spoliation ou de la détérioration de leur contenu ou d'une partie de celui-ci.

Indemnity.

L'expéditeur, ou tout autre réclamant qualifié, a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou du dommage. L'indemnité est calculée d'après le prix courant ou, en l'absence de prix courant, d'après la valeur de la marchandise, évaluée au moment et dans le lieu du dépôt; toutefois l'indemnité ne peut en aucun cas être supérieure à la somme pour laquelle le colis a été assuré ou sur laquelle la taxe d'assurance a été perçue, ou au montant maximum de 500 francs-or.

Indirect damages,
etc.

3. Il n'est pas payé d'indemnité pour les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés résultant de la perte, de la spoliation, de la détérioration, de la non-livraison, de la remise à une fausse adresse ou du retard d'un colis assuré expédié d'après les conditions du présent Arrangement.

Return of postal
charges on lost, etc.,
parcels.

4. Dans le cas où l'indemnité est due pour la perte d'un colis, pour un dommage irréparable du contenu ou pour la spoliation complète de ce contenu, le réclamant qualifié a également droit au remboursement des taxes d'affranchissement, sur demande. Les taxes d'assurance sont, dans tous les cas, conservées par les Administrations contractantes.

Parcels originating
in a third country
destined for either con-
tracting country.

5. Sauf arrangement spécial contraire entre les pays intéressés, arrangement qui peut être établi par correspondance, aucune indemnité ne sera payée par l'un ou l'autre des pays pour la perte de colis assurés en transit originaires d'un pays qui ne participe pas à cet Arrangement, et destinés à l'un des deux pays contractants.

2. Except in the cases mentioned in the article following, the Administrations are responsible for the loss of insured parcels mailed in one of the two contracting countries for delivery in the other and for the loss, abstraction of, or damage to their contents, or a part thereof.

The sender, or any other rightful claimant, is entitled to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction, or damage. The amount of indemnity is calculated on the basis of the current price, or, in the absence of current price, the ordinary estimated value at the place where and the time when the parcel was accepted for mailing. However, the indemnity may not in any case be greater than the amount for which the parcel was insured, and on which the insurance fee has been collected, or the maximum amount of 500 gold francs.

3. No indemnity is paid for indirect damages or loss of profits resulting from the loss, rifling, damage, non-delivery, misdelivery, or delay of an insured parcel patched in accordance with the conditions of the present Agreement.

4. In the case where indemnity is payable for the loss of a parcel or for the destruction or abstraction of the whole of the contents thereof, the rightful claimant is entitled to the return of the postal charges, if claimed. The insurance fees are in every case retained by the contracting Administrations.

5. In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved, which agreement may be made by correspondence, no indemnity will be paid by either country for the loss of transit insured parcels originating in a country not participating in this Agreement and destined for one of the two con-

ou pour la perte de colis assurés en transit originaires de l'un des deux pays contractants et destinés à un pays qui ne participe pas à cet Arrangement.

6. Lorsqu'un colis assuré provenant de l'un des deux pays et destiné à être remis dans l'autre est réexpédié de là sur un tiers pays ou y est renvoyé à la demande de l'expéditeur ou du destinataire, l'ayant-droit à l'indemnité, en cas de perte, de spoliation ou d'avarie survenue subséquemment à la réexpédition ou au renvoi du colis par le pays de l'adresse primitive, ne peut prétendre, le cas échéant, qu'à l'indemnité que consent à verser ou—suivant l'entente intervenue entre les pays intéressés directement à la réexpédition ou au renvoi—que doit payer le pays où le fait s'est produit. Chacun des deux pays signataires du présent Arrangement qui réexpédie à tort un colis assuré sur un tiers pays, est responsable envers l'expéditeur dans la même mesure que le pays original, donc dans les limites du présent Arrangement.

7. L'expéditeur est tenu de confectionner, d'emballer et de cacher convenablement les colis V. D. Les deux Administrations n'assument aucune responsabilité pour les pertes, spoliations ou détériorations résultant de défectuosités qui ne pouvaient être constatées lors du dépôt du colis.

ARTICLE VIII.

Exceptions au principe de la responsabilité. *Exceptions to the principle of responsibility.*

Les Administrations contractantes sont dégagées de toute responsabilité:

a) pour les colis dont les destinataires ont pris livraison sans formuler des réserves;

b) en cas de perte ou d'avarie due à la force majeure; bien que

tracting countries or for the loss of transit insured parcels originating in one of the two contracting countries and destined for a country not participating in this Agreement.

6. When an insured parcel originating in one of the two countries and destined to be delivered in the other is reforwarded from there to a third country or is returned to a third country at the request of the sender or of the addressee, the party entitled to indemnity in case of loss, rifling, or damage occurring subsequent to the reforwarding or return of the parcel by the original country of destination, can lay claim in such a case only to the indemnity which the country where the loss, rifling, or damage occurred consents to pay, or which that country is obliged to pay in accordance with the agreement made between the countries directly interested in the reforwarding or return. Either of the two countries signing the present Agreement which wrongly forwards an insured parcel to a third country is responsible to the sender to the same extent as the country of origin, that is, within the limits of the present Agreement.

7. The sender is bound to make up, pack, and seal insured parcels adequately. Moreover, the two Administrations assume no responsibility in case of loss, rifling, or damage caused by defects not noticed at the time of mailing.

ARTICLE VIII.

Exceptions to the principle of responsibility.

The Administrations are relieved of all responsibility:

(a) For parcels of which the addressee has accepted delivery without reservation;

(b) in case of loss or damage through force majeure (causes be-

Parcels destined for country not party to agreement.

Parcels reforwarded to or returned to a third country.

Packing requirements.

Parcels accepted without reservation.

Loss, etc., through force majeure.

chacune des Administrations puisse, de son gré et sans recours contre l'autre Administration, payer l'indemnité pour la perte ou l'avarie due à la force majeure, même si l'Administration du pays dans le service duquel la perte ou l'avarie a eu lieu reconnaît que le dommage a été causé par la force majeure. Le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie doit, suivant sa législation intérieure, décider si cette perte, spoliation ou avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure;

Destruction of official documents.

c) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;

d) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou du destinataire ou du représentant de l'un ou l'autre, ou provient de la nature de l'objet;

e) pour les colis qui contiennent des objets prohibés;

f) quand l'expéditeur d'un colis assuré, avec l'intention de faire une fraude, déclare que le contenu du colis a une valeur supérieure à sa valeur réelle; mais cette règle ne porte préjudice à aucune poursuite judiciaire nécessitée par la législation du pays d'origine;

g) pour les colis saisis par la douane par suite de fausse déclaration de leur contenu;

h) quand aucune réclamation ni demande d'indemnité n'a été présentée par le réclamant ou par son représentant dans le délai d'un an à partir du lendemain du jour du dépôt du colis assuré;

i) pour les colis qui contiennent des objets sans valeur intrinsèque ou des objets périsposables, ou des objets qui ne remplissaient pas les stipulations de cet Arrangement, ou qui n'avaient pas été déposés de la manière prescrite; mais le pays responsable de la perte, de la

yond control) although either Administration may at its option and without recourse to the other Administration pay indemnity for loss or damage due to force majeure even in cases where the Administration of the country in the service of which the loss or damage occurred recognizes that the damage was due to force majeure. The country responsible for the loss, abstraction, or damage must decide, in accordance with its internal legislation, whether this loss, abstraction, or damage is due to circumstances constituting a case of force majeure;

(c) when, their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through force majeure;

(d) when the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or of the addressee or the representative of either, or when it arises from the nature of the article;

(e) for parcels which contain prohibited articles;

(f) in case the sender of an insured parcel, with intent to defraud, shall declare the contents to be above their real value; this rule, however, shall not prejudice any legal proceedings necessitated by the legislation of the country of origin;

(g) for parcels seized by the Customs because of false declaration of contents;

(h) when no inquiry or application for indemnity has been made by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel;

(i) for parcels which contain matter of no intrinsic value or perishable matter or which did not conform to the stipulations of this Agreement or which were not posted in the manner prescribed; but the country responsible for the loss, rifling, or damage may pay

Damage through fault of sender, addressee, etc.

Prohibited articles.

Declaration above real value.

Seizure because of false declaration.

Application, etc., for indemnity not made within a year.

Matter of no intrinsic value, etc.

spoliation ou de l'avarie pourra indemnity in respect of such par-
payer une indemnité du chef de cels without recourse to the other
tels colis sans recours contre Administration.
l'autre Administration.

ARTICLE IX.

Cessation de la responsabilité.

Les Administrations cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur pour les envois de même nature.

Toutefois, la responsabilité est maintenue lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur, formule des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié.

ARTICLE X.

Payement de l'indemnité.

L'obligation de payer l'indemnité ainsi que les taxes et droits à restituer incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur du colis; toutefois, lorsque l'indemnité est payée au destinataire selon le deuxième alinéa du paragraphe 2, de l'Article VII, cette obligation incombe à l'Administration de destination.

L'Administration payante a un droit de recours contre l'Administration responsable.

ARTICLE XI.

Délai de payement de l'indemnité. Period for payment of compensation.

1. Le payement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

Toutefois, l'Administration à laquelle incombe ce payement peut exceptionnellement différer le rè-

Administrations cease to be responsible for parcels of which they have effected delivery in accordance with their internal regulations for parcels of the same kind.

Responsibility is, however, maintained when the addressee or, in case of return, the sender makes reservations in taking delivery of a parcel which has been abstracted or damaged.

ARTICLE X.

Payment of compensation.

The obligation to pay compensation, as well as the fees and charges due to be refunded, rests with the Administration to which the office of origin of the parcel is subordinate. However, in cases where the compensation is paid to the addressee in accordance with Article VII, Section 2, second paragraph, the obligation rests with the Administration of destination.

The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

ARTICLE XI.

Period for payment of compensation.

1. The payment of compensation must take place as soon as possible, and at the latest, within the period of one year counting from the day following that on which the claim is made.

However, the Administration responsible for making payment may exceptionally defer payment

Termination of responsibility.

Payment of compensation.

Period for payment of compensation.

Deferment of payment.

gement de l'indemnité jusqu'au delà de la période d'un an si, à la fin de cette période, il n'a pas été possible de déterminer ce qu'est devenu l'envoi en question ou de fixer la responsabilité encourue.

Payment when delayed nine months.

2. Sauf en cas où le paiement est exceptionnellement différé en conformité avec le deuxième alinéa du paragraphe précédent, l'Administration postale qui se charge du paiement de l'indemnité est autorisée à désintéresser l'ayant-droit pour le compte de l'Administration qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

of indemnity for a longer period than one year, if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

2. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the second paragraph of the foregoing section, the Postal Administration which undertakes the payment of compensation is authorized to pay indemnity on behalf of the Administration which, after being duly informed of the application for indemnity, has let nine months pass without settling the matter.

ARTICLE XII.

Détermination de la responsabilité.

Fixing of responsibility.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour un colis assuré incombe à l'Administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut pas établir le sort du colis.

2. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis assuré est constatée par le bureau d'échange destinataire, au moment de l'ouverture des dépêches, et est régulièrement signalée au bureau d'échange expéditeur, la responsabilité incombe à l'Administration à laquelle appartient le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu dans le service de l'Administration destinataire.

3. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

4. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité,

ARTICLE XII.

Fixing of responsibility.

1. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the Administration which, having received the parcel without making any observations and being put in possession of all the regulation means of investigation, cannot establish the disposal of the parcel.

2. When the loss, rifling, or damage of an insured parcel is detected upon opening the receptacle at the receiving exchange office and has been regularly pointed out to the dispatching exchange office, the responsibility falls on the Administration to which the latter office belongs, unless it be proved that the irregularity occurred in the service of the receiving Administration.

3. If the loss, rifling, or damage has taken place in the course of transportation, without its being possible to establish on the territory or in the service of which country the act took place, the Administrations involved bear the loss in equal shares.

4. The Administration paying compensation takes over, to the

est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité.

extent of the amount paid, the rights of the person who has received it, in any action which may be taken against the addressee, the sender, or a third party.

5. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, the person to whom compensation has been paid must be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount of compensation.

ARTICLE XIII.

Remboursement de l'indemnité.

1. L'Administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, ou celle pour le compte de laquelle le paiement est effectué, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité au pays qui a effectué le paiement. Ce remboursement doit se faire sans délai, et, au plus tard, neuf mois après réception de la notification du paiement.

2. Les remboursements au pays créateur doivent être faits sans frais pour ce pays, au moyen d'un mandat ou d'une traite, en monnaie ayant cours dans le pays créateur, ou par tout autre moyen qui pourra être convenu d'un commun accord, par correspondance.

3. Les remboursements d'indemnité de pays à pays seront faits sur la base du franc-or.

ARTICLE XIII.

Repayment of compensation.

1. The Administration responsible for the loss, rifling, or damage and on whose account payment is made, is bound to repay the amount of the indemnity to the country which has effected the payment. This reimbursement must take place without delay, and at the latest nine months after notification of payment.

2. These repayments to the creditor country must be made without expense for that country, by money order or draft, in money valid in the creditor country or in any other way to be mutually agreed upon by correspondence.

3. The reimbursement of the indemnities must be effected on the basis of the gold franc.

ARTICLE XIV.

Droit de dédouanement.

L'Administration destinataire peut percevoir, au moment de la livraison, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant à 50 centimes au maximum par colis.

The Administration of destination may collect at the time of delivery either in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes gold per parcel.

Repayment of compensation.

Fee for customs clearance.

ARTICLE XV.

ARTICLE XV.

Remise au destinataire. Droit de Delivery to the addressee. Fee for remise à domicile.

Delivery to addressee; fee.

Les colis sont remis aux destinataires dans le plus bref délai possible et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Ce pays peut percevoir, pour la remise des colis à domicile, un droit s'élevant à 50 centimes 50 centimes-or au maximum par colis. Le même droit est applicable, le cas échéant, à toute présentation, autre que la première, faite au domicile du destinataire.

Parcels are delivered to the addressees as quickly as possible in accordance with the conditions in force in the country of destination. This country may collect for delivery of parcels to the addressee a fee not exceeding 50 centimes gold per parcel. The same fee may be charged, if the case arises, for each presentation after the first at the addressee's residence.

ARTICLE XVI.

ARTICLE XVI.

Droit de magasinage.

Warehousing charges.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits.

Ce droit ne peut toutefois excéder 5 francs-or.

The country of destination is authorized to collect the warehousing charge fixed by its legislation for parcels addressed "Poste Restante" or which are not claimed within the prescribed period.

This charge may in no case exceed five francs gold.

ARTICLE XVII.

ARTICLE XVII.

Droits de douane.

Customs charges.

Les colis sont soumis à toutes les lois et règlements de douane en vigueur dans le pays de destination. Les droits exigibles de ce chef sont perçus sur le destinataire lors de la remise du colis, suivant le règlement de douane.

The parcels are subject to all customs laws and regulations in force in the country of destination. The duties collectible on that account are collected from the addressee on delivery of the parcel in accordance with the customs regulations.

ARTICLE XVIII.

ARTICLE XVIII.

Annulation des droits de douane.

Customs charges to be canceled.

Les droits de douane sur les colis renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés sur un tiers pays seront annulés tant en Belgique qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

The customs charges on parcels sent back to the country of origin or redirected to another country shall be canceled both in Belgium and in the United States of America.

ARTICLE XIX.

ARTICLE XIX.

*Retrait et changement d'adresse.**Recall and change of address.*

Tant qu'un colis n'a pas été livré au destinataire, l'expéditeur peut en demander le retrait ou en faire modifier l'adresse. L'Administration postale du pays d'origine est autorisée à percevoir et à conserver, pour ce service, le droit fixé par son règlement. Les demandes de retrait ou de changement d'adresse doivent être adressées à l'Administration Centrale à Washington, s'il s'agit de colis destinés à être distribués aux Etats-Unis d'Amérique, et au bureau de destination, s'il s'agit de colis destinés à être distribués en Belgique.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be changed. The Postal Administration of the country of origin may collect and retain for this service the charge fixed by its regulations. The requests for recall or change of address must be sent to the Central Administration at Washington in case of parcels destined for the United States, and to the office of destination in the case of parcels destined for Belgium.

Recall and change
of address.

ARTICLE XX.

ARTICLE XX.

*Certificat de dépôt. Récépissés.**Certificate of mailing. Receipts.*

L'expéditeur d'un colis ordinaire (non assuré) recevra, sur demande faite au moment de la remise au transport, un certificat de dépôt délivré par le bureau d'acceptation sur une formule spéciale dressée à cet effet; chaque pays pourra percevoir une taxe raisonnable pour ce certificat.

The sender of an ordinary (uninsured) parcel, will receive on request made at the time of mailing, a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a special form provided for the purpose; and each country may collect a reasonable fee for this certificate.

Sender furnished
certificate on request.

L'expéditeur d'un colis assuré reçoit gratuitement au moment de dépôt, un récépissé y relatif.

The sender of an insured parcel receives without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Receipt.

ARTICLE XXI.

ARTICLE XXI.

*Avis de réception et réclamations.**Return receipts and inquiries.*

1. L'expéditeur d'un colis assuré peut obtenir un avis de réception, moyennant, le cas échéant, le paiement d'une taxe supplémentaire que le pays d'origine fixera et dans les conditions établies par le Règlement d'Execution.

1. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery upon payment of such additional charges, if any, as the country of origin of the parcel shall stipulate and under the conditions laid down in the Regulations of Execution.

Advice of delivery.

2. Le pays d'origine a la faculté de percevoir une taxe pour toute demande de renseignements, relative au sort d'un colis ordinaire ou avec valeur déclarée, formulée postérieurement au dépôt, si l'ex-

2. The country of origin has the right to charge a fee for any request for information relative to the disposal of an ordinary parcel or of an insured parcel made after it has been posted, if the sender

Inquiries.

péditeur n'a pas déjà payé la taxe has not already paid the special spéciale relative à l'avis de récep- fee to obtain an advice of delivery. tion.

Complaint of irregularity.

3. Le pays d'origine a également la faculté de percevoir une taxe pour toute réclamation relative à une irrégularité qui, à prima facie was not due to the première vue, n'est pas imputable à une faute du service postal.

3. The country of origin also has the right to charge a fee for any complaint of irregularity which was not due to the fault of the Postal Service.

ARTICLE XXII.

Colis en fausse direction.

Missent parcels.

Les colis ordinaires envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur destination par la voie la plus directe dont dispose l'Administration qui les a reçus par erreur. Cette Administration ne peut frapper ces colis de droits de douane ou d'autres taxes quelconques.

Les colis assurés reçus en fausse direction ne sont réexpédiés que s'ils peuvent être réexpédiés comme colis assurés. Si cette condition n'est pas remplie, ces colis sont renvoyés à l'origine.

Lorsque le réacheminement comporte le retour du colis au bureau d'origine, l'Administration qui effectue la retransmission rembourse à ce bureau les bonifications reçues et signale l'erreur par bulletin de vérification.

Lorsque le réacheminement comporte l'expédition d'un colis sur un tiers pays et que la somme créditez à l'Administration effectuant la retransmission ne suffit pas à couvrir les frais de celle-ci, l'Administration réexpéditrice bonifie à l'Administration à laquelle elle remet le colis, les droits de transport que comporte l'acheminement; elle récupère ensuite le montant de l'insuffisance par reprise sur le bureau d'échange dont elle a directement reçu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

ARTICLE XXII.

Missent parcels.

Ordinary parcels, when missent, are reforwarded to their correct destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration. They must not be charged with customs or other charges by that Administration.

Insured parcels, when missent, may be reforwarded to their destination only as insured mail. If this is impossible, they must be returned to origin.

Refund, if returned.

When the reforwarding involves return of the parcel to the office of origin, the retransmitting Administration refunds to that office the credits received and reports the error by a bulletin of verification.

Reforwarding to a third country.

When the reforwarding involves dispatch of a parcel to a third country and if the amount credited to the retransmitting Administration is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration allows to the Administration to which it forwards the parcel the credits due it; it then recovers the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a bulletin of verification.

ARTICLE XXIII.

Réexpédition.

Reforwarding.

1. La réexpédition d'un colis, par suite de changement de rési-

ARTICLE XXIII.

Reforwarding.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's

dence du destinataire dans le territoire du pays de destination, peut être faite sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire.

La réexpédition d'un colis sur le territoire d'un des pays contractants donne lieu à la perception des taxes supplémentaires prévues par l'Administration de ce pays. Il en est de même, le cas échéant, en ce qui concerne la remise de ce colis à une autre personne au lieu de destination primitif. Ces taxes ne seront pas annulées, même au cas où le colis est renvoyé à l'origine ou réexpédié sur un autre pays.

2. Si un colis doit être réexpédié sur un des deux pays signataires du présent Arrangement, il est possible des nouvelles taxes de transport, et, le cas échéant, de la taxe à la valeur, à moins que ces taxes n'aient pas été payées d'avance. Les nouveaux droits sont perçus sur le destinataire par l'Administration qui effectue la remise. Les colis assurés doivent être réexpédiés comme tels.

3. Sur demande de l'expéditeur ou du destinataire, les colis peuvent aussi être réexpédiés sur un autre pays ou y être renvoyés. Les colis assurés ne peuvent cependant être réexpédiés ou renvoyés que comme tels. Les expéditeurs peuvent revêtir les colis de la mention "Ne pas réexpédier sur un tiers pays". Dans ce cas, les colis ne doivent être réexpédiés sur aucun autre pays. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis assuré réexpédié sur un tiers pays ou renvoyé par ce pays, l'indemnité est déterminée exclusivement d'après les dispositions de l'Article VII paragraphe 6 du présent Arrangement.

ARTICLE XXIV.

Non-remise.

1. Les colis tombés en rebut, renvoyés à l'expéditeur sont grevés d'une nouvelle taxe d'affranchissement ainsi que des nouveaux droits d'assurance, le cas échéant, et doivent être renvoyés comme

change of address in the country of destination, at the request of either the sender or the addressee.

The reforwarding of a parcel within one of the contracting countries gives rise to the collection of the supplementary charges provided for by the Administration of that country. The same is true, if occasion arises, in regard to the delivery of such parcel to another person at the original place of destination. These charges shall not be canceled even in case the parcel is returned to origin or reforwarded to another country.

2. If a parcel must be reforwarded to one of the two countries signatory to the present Agreement, it is liable to new postage charges and, if occasion arises, new insurance fees, unless such charges and fees have been paid in advance. The new fees are collected from the addressee by the Administration effecting the delivery. Insured parcels must be reforwarded as such.

3. At the request of the sender or addressee, parcels may also be reforwarded or returned to another country. Insured parcels may not, however, be reforwarded or returned except as such. The senders may mark the parcels: "Do not forward to a third country". In that case, the parcels must not be reforwarded to any other country. In case of loss, rifling, or damage of an insured parcel reforwarded to another country or returned by that country, the indemnity is decided upon exclusively in accordance with the provisions of Article VII, Section 6.

ARTICLE XXIV.

Non-delivery.

1. Undeliverable parcels returned to the sender are liable to new postage charges as well as insurance fees if necessary, and must be returned as parcels of the same class in which they were

Supplementary charges.

Reforwarding, etc., to a third country.

Undeliverable parcels.

ils ont été reçus. Les droits sont perçus sur l'expéditeur par l'Administration qui lui a remis les colis.

Disposition. 2. Au moment du dépôt, l'expéditeur peut indiquer, par une mention portée au verso du bulletin d'expédition et sur le colis lui-même, de quelle façon doit être traité le colis, en cas de non-remise.

A cet effet, il peut demander que son colis soit:

- a) renvoyé à l'expéditeur;
- b) considéré comme abandonné;
- ou

c) présenté à une autre personne dans le pays de destination.

Aucune demande autre que celles qui sont prévues ci-dessus n'est admise.

3. Sauf demande contraire de l'expéditeur, les colis qui n'ont pu être distribués sont renvoyés à l'origine sans préavis, à l'expiration d'une période de 30 jours, à partir de leur date d'arrivée au bureau de destination. Les colis que le destinataire refuse d'accepter doivent être renvoyés immédiatement. Tout colis renvoyé à l'expéditeur doit porter l'indication très claire du motif de la non-remise.

Parcels liable to deterioration, etc. 4. Seuls les colis susceptibles de détérioration ou de corruption peuvent être vendus immédiatement, même en cours de transport, à l'aller ou au retour, sans préavis et sans formalités judiciaires, au profit de qui de droit.

Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits. La vente ou la destruction donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui est transmis à l'Administration d'origine.

5. Les colis non distribuables, abandonnés par l'expéditeur, ne sont pas renvoyés à l'origine par l'Administration de destination, qui les traite d'après sa législation.

Dans le cas de colis assurés que l'expéditeur déclare vouloir abandonner et qui ne peuvent être distribués, il sera dressé procès-verbal du sort réservé au colis, et l'Administration d'origine en sera informée.

Return to origin, barring contrary instruction.

Abandoned undeliverable parcels.

received. The charges are collectible from the sender and are collected by the Administration which delivers the parcels to him.

2. At the time of mailing, the sender may indicate by a note on the back of the dispatch note and on the parcel itself, how his parcel is to be disposed of in case of non-delivery.

To this end, he may request that his parcel be:

- (a) returned to sender;
- (b) considered as abandoned;
- or

(c) delivered to another person in the country of destination.

No note other than those provided for above, or note of similar import, is permitted.

3. Barring contrary instructions, undeliverable parcels are returned to origin, without previous notification, 30 days after their arrival at the office of destination. Parcels which the addressee refuses to accept shall be returned immediately. In all cases, the reason for non-delivery must be indicated clearly on the parcel.

4. Parcels liable to deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even en route, on the outward or return voyage, without previous notice and without judicial formality for the profit of the rightful party.

If, for any reason, sale is impossible, the deteriorated or corrupted articles are destroyed. The sale or destruction gives rise to the making of a report which is sent to the Administration of origin.

5. Undeliverable parcels abandoned by the sender, are not returned to origin by the Administration of destination, which treats them according to its legislation.

In case of insured parcels which are abandoned by the sender and which are undeliverable, a report will be prepared of the disposal of the parcel and the Administration of origin will be informed thereof.

6. Les dispositions de l'Article XXV, paragraphe 2, s'appliqueront à un colis qui est retourné par suite de non-remise.

6. The provisions of Article XXV, Section 2, shall be applied to a parcel which is returned in consequence of non-delivery.

ARTICLE XXV.

Bonifications.

1. Pour chaque colis (ordinaire ou assuré) échangé entre les deux pays contractants, l'Administration expéditrice bonifie à l'Administration destinataire les quoteparts revenant à cette dernière, et indiquées dans le Règlement d'Exécution.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, si un nouvel affranchissement et un nouveau droit d'assurance (en cas de colis assuré) sont perçus par le bureau réexpéditeur, le colis est traité comme s'il était originaire de ce pays. Dans le cas contraire, l'Administration réexpéditrice reprend sur l'autre Administration l'ensemble des frais qui lui sont dus, c'est-à-dire, suivant le cas:

a) les droits prescrits dans le paragraphe 1 ci-dessus;

b) les droits de dédouanement, de remise et de magasinage prévus aux articles XIV, XV et XVI;

c) les droits de réexpédition ou de renvoi.

En cas de réexpédition ou de renvoi sur un tiers pays, les droits accumulés, c'est-à-dire, ceux des droits mentionnés ci-dessus en a), b) et c) qui sont applicables, suivent à charge du colis; mais dans le cas où le tiers pays intéressé n'accepte pas l'imputation des droits parce qu'ils ne peuvent être perçus du destinataire ou de l'expéditeur, le cas échéant, ou pour une raison quelconque, ces droits sont repris sur le pays d'origine.

En cas d'un colis renvoyé ou réexpédié en transit à travers l'une des Administrations vers l'autre, l'Administration intermédiaire pourra exiger aussi la somme qui lui est due pour tout autre service territorial ou maritime effectué, ainsi que tous montants dus à une ou plusieurs autres Administra-

ARTICLE XXV.

Charges.

1. For each parcel (ordinary or insured) exchanged between the two contracting countries, the dispatching Administration credits to the Administration of destination the quotas due to the latter and indicated in the Regulations of Execution.

2. In case of reforwarding or return to origin of a parcel, if new postage and new insurance fees (in the case of insured parcels) are collected by the redispaching office, the parcel is treated as if it had originated in that country. Otherwise, the redispaching office recovers from the other office, the whole of the charges due to it, namely, as the case may be:

(a) the charges prescribed by Section 1 above;

(b) the customs clearance, delivery, and storage charges provided for in Articles XIV, XV, and XVI;

(c) the charges for reforwarding or return.

In case of reforwarding or return to a third country, the accrued charges, that is, such of the charges mentioned in (a), (b), and (c) above as are applicable, shall follow the parcel, but in the case that the third country concerned refuses to assume the charges because they cannot be collected from the addressee or the sender, as the case may be, or for any other reason, they shall be charged back to the country of origin.

In the case of a parcel returned or reforwarded in transit through one of the two Administrations or from the other, the intermediary Administration may claim also the sum due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Ad-

Credits.

Post, p. 2124.

Reforwarding or return to origin.

Reforwarding, etc., to a third country.

Returned or reforwarded in transit.

tions quelconques qui sont inté- ministration or Administrations ressées. concerned.

ARTICLE XXVI.

ARTICLE XXVI.

*Interdiction de percevoir des taxes Postale charges other than those pre-
postales autres que celles qui sont scribed not to be collected.
prescrites.*

Postal charges.

Les colis auxquels s'applique le présent Arrangement ne seront soumis à aucune taxe postale autre que celles qui sont prévues dans les différents articles dudit Arrangement.

The parcels to which this Agreement applies shall not be subject to any postal charges other than those contemplated by the different articles hereof.

ARTICLE XXVII.

ARTICLE XXVII.

Colis avion.

Air parcels.

Air surtax, etc.

Les Chefs des Administrations postales des deux pays contractants ont le droit de fixer, de commun accord, la surtaxe aérienne et les autres conditions, au cas où les colis sont transportés par voie aérienne.

The Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries have the right to fix by mutual consent the air surtax and other conditions in the case where the parcels are conveyed by the air routes.

SERVICE DES COLIS CON- TRE REMBOURSEMENT.

COLLECT-ON-DELIVERY SERVICE.

ARTICLE XXVIII.

ARTICLE XXVIII.

Sujet.

Subject.

Acceptance of par- cels.

1. Les colis expédiés contre remboursement sont acceptés dans tous les bureaux ouverts au service des colis postaux aux Etats-Unis d'Amérique ou en Belgique.

1. Collect-on-delivery parcels shall be accepted in all the offices open for parcel post service in the United States of America or in Belgium.

2. Les colis expédiés contre remboursement ne sont acceptés que lorsqu'ils sont assurés.

2. Collect-on-delivery parcels shall be accepted only when insured.

3. Les dispositions des articles XXVIII-XXXIX de cet Arrangement ne s'appliquent pas aux colis en transit grevés de remboursement.

3. The provisions of the Articles XXVIII-XXXIX of this Agreement do not cover transit collect-on-delivery parcels.

ARTICLE XXIX.

ARTICLE XXIX.

Affranchissement. Taxes.

Postage and fees.

Postage and fees.

1. Les colis grevés de remboursement sont soumis aux taxes, conditions de dépôt et autres formalités applicables aux colis assurés qui ne sont pas expédiés contre remboursement. L'Admi-

1. Parcels bearing charges for collection on delivery shall be subject to the fees, conditions of mailing, and other formalities applicable to insured parcels without trade charges. The Administra-

nistration d'origine a le droit de percevoir de l'expéditeur de chaque colis de l'espèce, une taxe de remboursement fixée par son règlement, en plus de la taxe postale et des autres taxes.

2. Les taxes d'affranchissement appartiennent au pays qui les perçoit. Aucun compte spécial n'est tenu de ces taxes entre les deux Administrations, sauf ceux prescrits dans l'article XXV.

ARTICLE XXX.

Montant du remboursement.

1. Le montant du remboursement sera de 300 francs-or ou son équivalent dans la monnaie du pays d'origine. Ce montant peut être réduit ou majoré à n'importe quel moment, après un commun accord, par correspondance, entre les deux Administrations. Le montant du remboursement doit être invariablement exprimé dans la monnaie du pays d'origine.

2. Lorsque l'expéditeur demande le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement, sauf arrangement contraire par correspondance, la demande doit être traitée entre les bureaux d'échange qui sont intervenus dans l'acheminement du colis.

ARTICLE XXXI.

Décompte.

1. Le montant entier du remboursement, sans aucune déduction pour la taxe de mandat-poste ou pour les droits d'encaissement, doit être transmis à l'expéditeur au moyen d'un mandat-poste international. Le bureau qui délivre le colis grevé de remboursement encaisse du destinataire le montant entier du remboursement, et, en outre, les taxes de mandat-poste qui sont exigées pour verser le montant du remboursement à l'expéditeur dans le pays d'origine.

tion of origin is entitled to collect from the sender of each parcel of this kind such collect-on-delivery fee, in addition to the required postage and other fees, as may be prescribed by its regulations.

2. The postage fees shall be long entirely to the country collecting them. No special account of these fees is to be made between the two Administrations except as stated in Article XXV.

ARTICLE XXX.

Amount of C. O. D.

1. The maximum amount to be collected on delivery shall be 300 gold francs or its equivalent in currency of the country of origin. This amount may be increased or decreased at any time by mutual agreement through correspondence between the two Administrations. The amount to be collected on delivery shall invariably be expressed in currency of the country of origin.

2. When the sender makes a request for any reduction or cancellation of the amount to be collected on delivery, the request shall be handled between the exchange offices which have handled the parcel, unless otherwise agreed to through correspondence.

Accounting.

Maximum amount to be collected.

Handling of requests.

ARTICLE XXXI.

Settlement.

1. The entire amount of the collect-on-delivery charges without any deduction for money order fee or collection charges is to be remitted to the sender by means of an international money order. The office delivering the C. O. D. parcel will collect from the addressee the full amount of the C. O. D. charges and in addition thereto such money order fees as are required to remit the amount of the C. O. D. charges to the sender in the country of origin.

Remission of amount to sender.

Collection charge.

2. Le pays qui effectue la livraison d'un colis grevé de remboursement peut à son choix percevoir ou non du destinataire un droit d'encaissement peu élevé, n'excédant pas 5 cents (25 centimes), mais ce droit ne doit pas être déduit du montant du remboursement qui doit être payé à l'expéditeur.

2. The country effecting delivery of a C. O. D. parcel may at its option collect a reasonable amount, not in excess of 5 cents (25 centimes), from the addressee as a collection charge, but this amount is not to be deducted from the collection charges which are remitted to the sender.

Examination of contents of C.O.D. parcel restriction.

3. L'examen par le destinataire du contenu d'un colis grevé de remboursement est interdit avant que les droits de remboursement et tous les autres droits qui pourraient être dus soient encaissés, et ce malgré la demande que l'expéditeur ou le destinataire pourrait faire.

3. Examination of the contents of a C. O. D. parcel by the addressee is prohibited until the C. O. D. charges and any other charges that may be due thereon have been collected even though the sender or addressee may make request that such action be permitted.

ARTICLE XXXII.

Mandats de remboursement.

Advice lists.

1. Tout avis de mandat-poste émis dans l'un ou l'autre pays pour le paiement du remboursement grevant un colis, doit indiquer, d'une manière apparente, le numéro de remboursement (le numéro d'assurance) du colis et "C. O. D." ou le mot "Remboursement" dans un endroit bien visible.

2. Les listes d'avis de mandat-poste de remboursement indiqueront, en plus des détails d'usage, le numéro de remboursement (le numéro d'assurance) des colis. Aucun mandat de remboursement ne figurera dans la liste à moins que le nom et l'adresse exacte de l'expéditeur et du bénéficiaire ne soient inclus.

ARTICLE XXXIII.

Echange et inscription des colis sur les feuilles de route.

Exchange and billing.

1. Les colis grevés de remboursement seront échangés par les bureaux désignés pour l'échange des colis assurés qui ne sont pas contre remboursement. Les échanges seront effectués dans les dépêches directes, dans des sacs ne contenant rien que les colis grevés de remboursement, les lettres "C. O. D." ou le mot "Remboursement" étant

1. Every advice of a money order, issued in either country in payment of C. O. D. charges on a parcel, must show plainly the C. O. D. (insured) number of the parcel and bear the letters "C. O. D." or the word "Remboursement" in a conspicuous position.

2. The C. O. D. money order advice lists shall show, in addition to the usual details, the C. O. D. (insured) number of the parcels. No C. O. D. money order shall be listed unless the remitter's name and payee's name and exact address are included.

ARTICLE XXXIII.

Exchange and billing of C. O. D. parcels.

1. Parcels with C. O. D. charges shall be exchanged through the offices appointed for the exchange of insured parcels without C. O. D. charges. The exchanges shall be effected in direct dispatches in sacks containing nothing but C. O. D. parcels, the letters "C. O. D." or the word "Remboursement" being entered conspicuously in the

inscrits d'une manière apparente sur les documents y afférents aussi bien que sur les étiquettes des sacs. Ces colis seront inscrits sur des feuilles de route différentes pour indiquer le numéro de remboursement, le bureau et le pays d'origine et le montant du remboursement de chaque colis.

2. A la réception d'une dépêche de colis contre remboursement, par le bureau d'échange du pays destinataire, la dépêche doit être vérifiée avec soin et traitée suivant l'article 8 du Règlement d'Exécution.

documents covering them, as well as on the labels of the sacks. Such parcels will be listed in separate bills to show, in respect to each parcel, the C. O. D. number, post office and state of origin, and the C. O. D. amount.

2. Upon receipt of a dispatch of C. O. D. parcels, at the exchange office of the country of destination, the dispatch must be carefully checked and otherwise treated as provided in Article 8 of the Regulations of Execution.

Check by exchange office of country of destination.

ARTICLE XXXIV.

Listes des mandats de remboursement. Lists of C. O. D. money orders.

Les bureaux de poste de New York et de Bruxelles I seront les seuls bureaux qui expédieront les listes de mandats de remboursement, et ces mandats seront inscrits sur la liste à part des mandats-poste ordinaires, qui devra porter l'annotation "Collect-on-delivery" ou "Remboursement".

The post offices of New York and of Brussels I shall be the only ones to send lists of C. O. D. money orders, and such money orders shall be listed separately from the ordinary money orders and the list shall be marked "Collect-on-delivery" or "Remboursement".

Post offices designated.

ARTICLE XXXV.

Mandats de remboursements non-payables.

1. Les mandats de remboursement qui ne seront pas payés au bénéficiaire, pour une cause quelconque, seront soumis au règlement de l'Administration du pays d'origine des colis auxquels les mandats appartiennent.

2. Lorsqu'il apparaît que le service des colis expédiés contre remboursement a été utilisé pour favoriser une fraude, le paiement des mandats en question sera suspendu, s'il est possible, et les mandats seront traités suivant les dispositions de chaque cas et ce, en vertu des règles et ordonnances du pays d'origine des colis en question.

3. Quant aux autres formalités, les mandats de remboursement seront soumis aux règlements régissant l'échange des mandats-poste entre les deux pays intéressés.

ARTICLE XXXV.

Unpayable money orders.

1. The C. O. D. money orders which have not been paid to the payee for any reason shall be subject to the disposition of the Administration of the country of origin of the parcels to which they relate.

2. When it appears that the C.O.D. service was used in furtherance of a scheme to defraud, payment of the money orders in question will be withheld, if practicable, and the orders disposed of in accordance with the equities of each case under the rules and regulations of the country of origin of the C. O. D. parcels involved.

Disposition of unpaid money orders.

Use of service to defraud.

3. As for other formalities, C.O.D. money orders shall be subject to the provisions governing the money order exchange between the two countries.

Provisions governing other formalities.

ARTICLE XXXVI.

ARTICLE XXXVI.

Responsabilité des colis contre remboursement. Responsibility for C. O. D. parcels.

Responsibility.

1. Dans le cas où un colis assuré expédié contre remboursement a été perdu, spolié ou avarié, la responsabilité des Administrations sera celle prévue pour un colis assuré, qui n'est pas contre remboursement, conformément à l'article VII.

Delivery of parcel without collection of charges.

2. Lorsqu'un colis contre remboursement a été livré au destinataire, sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur ou tout autre réclamant qualifié, a droit à une indemnité correspondant au montant du remboursement non-remis, pourvu qu'il ait formulé sa réclamation en temps voulu et à moins que la livraison sans encaissement des droits ne soit due à une faute ou à une négligence de l'expéditeur ou que le contenu du colis ne tombe sous le coup des interdictions prévues dans la transmission des dépêches de colis postaux.

Collection of lower amount than full charge.

Ce règlement s'applique également si le montant encaissé du destinataire est inférieur au montant entier du remboursement.

Indemnity: limitation.

L'indemnité prévue dans le paragraphe ci-dessus ne pourra dépasser, en aucun cas le montant du remboursement.

Fixing of responsibility.

3. Quant à la détermination de la responsabilité et au paiement de l'indemnité, les règlements relatifs aux colis assurés qui ne sont pas expédiés contre remboursement seront applicables.

Recovery of parcel for which indemnity has been paid.

4. Lorsqu'un colis expédié contre remboursement, pour lequel l'indemnité a été payée, est retrouvé, le bureau de livraison remettra le colis et encaissera le montant du remboursement. Il retiendra ledit montant et demandera des instructions à l'Administration dont il relève. Néanmoins, si le destinataire refuse d'accepter un colis retrouvé et de payer les droits, le bureau de livraison le retiendra et deman-

Refusal to accept parcel and pay charges.

1. In case an insured C. O. D. parcel has been lost, rifled, or damaged the responsibility of the Administrations will be that provided for an insured parcel without C. O. D. charges, in conformity with the provisions in Article VII.

2. When a C. O. D. parcel has been delivered to the addressee without collection of the amount of the C. O. D. charges, the sender or any other rightful claimant is entitled to an indemnity corresponding to the C. O. D. amount not remitted, provided that he has made his claim in due time and unless the delivery without collecting the charges has arisen from the fault or negligence of the sender or from the transmission of the contents in parcel-post mails being prohibited.

This stipulation also applies in the case that a lower amount than the full C. O. D. charge is collected from the addressee.

The indemnity provided for in this section may not in any case exceed the C. O. D. amount.

3. As to the fixing of the responsibility and the payment of the indemnity the same stipulations shall be applied as are provided for insured parcels not sent C. O. D.

4. When a C. O. D. parcel for which indemnity has been paid is recovered, the delivering office will deliver the parcel and collect the charges, hold such amount and request instructions from the Administration to which his office is subordinate. If the addressee, however, refuses to accept a recovered parcel and pay the charges, the delivering office will hold it and seek instructions as to its disposition. In the latter case the

dera des instructions quant à sa disposition. Dans ce cas, l'Administration qui a payé l'indemnité décidera du sort à résérer au colis en question.

ARTICLE XXXVII.

Marques à mettre sur les colis expédiés contre remboursement.

Chaque colis contre remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter, du côté de l'adresse, l'impression bien visible d'un timbre ou d'une étiquette portant les mots "Collect-on-delivery" ou "C. O. D." ou "Remboursement". A côté de ces mots le numéro du colis, qui sera également le numéro d'assurance, doit être indiqué. De même, il y a lieu d'inscrire à cet endroit, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, le montant exact du remboursement qui ne comprendra pas les taxes de mandat-poste additionnelles perçues dans le pays qui délivre le colis pour l'envoi du mandat à l'expéditeur dans le pays d'origine.

which paid the indemnity shall determine the disposition to be made of the parcel involved.

ARTICLE XXXVII.

Marking of C. O. D. parcels.

Each C. O. D. parcel and the relative dispatch note must bear, on the address side, the conspicuous impression of a stamp or label reading "Collect-on-delivery" or "C. O. D." or "Remboursement". Beside these words there must appear the number given to the parcel which shall be the insurance number. Moreover, there must be entered in this space in Roman letters written in full and in Arabic figures, the exact amount of the collect-on-delivery charges which should not include the additional money order fees collected in the country making delivery of the parcel for making remittance to the sender in the country of origin.

Marking requirements.

ARTICLE XXXVIII.

Réexpédition. Retrait.

1. Sauf arrangement contraire, les colis contre remboursement ne seront pas réexpédiés à un tiers pays.

2. L'expéditeur d'un colis contre remboursement peut le faire retirer en remplissant les formules qui sont établies à cet effet par le pays d'origine.

1. Unless mutually otherwise agreed, C. O. D. parcels shall not be reforwarded to a third country.

Redirection.

2. The sender of a C. O. D. parcel may cause it to be recalled upon complying with such requirements as may be established in this connection by the country of origin.

Recall.

ARTICLE XXXIX.

Non-livraison.

Si son colis expédié contre remboursement ne peut pas être délivré à l'adresse indiquée, l'expéditeur peut demander qu'il en soit disposé comme d'un colis non grevé de frais de remboursement et suivant l'article XXIV.

In case his C. O. D. parcel is undeliverable as addressed, the sender may provide for other disposition to be made of it, the same as in the case of parcels without trade charges and as stipulated in Article XXIV.

Disposition of undeliverable parcels.

ARTICLE XXXIX.

Non-delivery.

ARTICLE XL.

ARTICLE XL.

Suspension temporaire de services. Temporary suspension of services.

Temporary suspension of services.

Chacune des deux Administrations peut suspendre temporairement le service des colis postaux, en totalité ou en partie, lorsqu'il existe des raisons spéciales pour le faire, ou restreindre ce service à certains bureaux, mais à la condition que l'autre Administration ait été informée de cette mesure à l'avance, au besoin par télégraphe.

When there are special reasons for doing so, either Administration may suspend temporarily the parcel post service, in whole or in part, or restrict it to certain offices, but on condition that the other Administration be informed of this measure in advance, if necessary by telegraph.

ARTICLE XLI.

ARTICLE XLI.

Exécution du service par la Société Nationale des Chemins de fer belges. *Execution of the service by the Société Nationale des Chemins de fer belges.*

Reservation by Belgium.

L'Administration des Postes de Belgique se réserve le droit de faire exécuter les clauses du présent Arrangement par la Société Nationale des Chemins de fer belges.

The Administration of Posts of Belgium reserves the right to have the provisions of the present Agreement executed by the Société Nationale des Chemins de fer belges.

ARTICLE XLII.

ARTICLE XLII.

Questions non réglées par l'Arrangement. *Matters not provided for in the Present Agreement.*

Matters not herein provided for.

Universal Postal Convention, etc., to govern.
49 Stat. 2741.

1. Toutes les questions concernant les demandes de retrait ou de changement d'adresse de colis, l'obtention et le sort d'avis de réception pour les colis assurés et le règlement des demandes d'indemnité, qui ne sont pas traitées dans le présent Arrangement sont soumises aux dispositions de la Convention de l'Union postale Universelle et de son Règlement d'Exécution et de la Convention relative aux mandats-poste en vigueur entre les deux pays dans la mesure où celles-ci sont applicables et non incompatibles avec les dispositions précédentes. Enfin, à défaut d'autres dispositions, la législation intérieure des Etats-Unis d'Amérique ou de la Belgique, ou les décisions prises par l'un ou l'autre des pays, sont applicables dans le pays respectif.

2. Les détails relatifs à l'application du présent Arrangement

1. All questions concerning requests for recall or change of address of parcels, the obtaining and disposition of return receipts, and the settlement of claims for indemnity for insured parcels, which are not provided for in this Agreement, shall be subject to the provisions of the Universal Postal Union Convention and its Regulations of Execution and of the Agreement concerning Money Orders in force between the two countries, in so far as they are applicable and are not contrary to the foregoing provisions. If the case is not provided for at all, the domestic legislation of the United States of America or of Belgium, or the decisions made by one country or the other, are applicable in the respective country.

2. The details relative to the application of the present Agree-

Details to be fixed by common consent.

seront fixés par les deux Administrations dans un Règlement d'Exécution dont les dispositions pourront être modifiées ou complétées de commun accord par voie de correspondance.

3. Les deux Administrations se communiqueront réciprocurement leurs lois, ordonnances et tarifs applicables au transport des colis postaux, ainsi que toutes les modifications de taxes qui y seraient introduites dans la suite.

ARTICLE XLIII.

Durée de l'Arrangement.

1. Cet Arrangement remplace et abroge le Convention du 19 novembre 1904, ainsi que l'Arrangement additionnel du 30 mars 1922.

2. Il entrera en vigueur à partir de la date où l'Arrangement sera ratifié, et en attendant, les opérations qui y sont prévues commenceront à une date fixée de commun accord entre les Administrations des deux pays.

3. Il demeurera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux Administrations contractantes ait notifié à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé à Washington, le 5^{me} jour de janvier 1939.

Le Postmaster General des États-Unis d'Amérique.

[SEAL] JAMES A FARLEY
The Postmaster General of the United States of America.

Ambassadeur de Belgique.

[SEAL] R. V. STRATEN

Belgian Ambassador.

The foregoing Agreement between the United States of America and Belgium for the exchange of parcels by parcel post has been negotiated and concluded with my advice and consent and is hereby approved and ratified.

In testimony whereof I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed.

[SEAL]
By the President,
CORDELL HULL

*Secretary of State.
WASHINGTON, January 11, 1939.*

FRANKLIN D ROOSEVELT

Mutual notice of postal laws, etc.

ment will be fixed by the two Administrations in Regulations of Execution, the provisions of which may be modified or completed by common consent by way of correspondence.

3. The two Administrations notify each other mutually of their laws, ordinances, and tariffs concerning the exchange of parcel post, as well as of all modifications in rates which may be subsequently made.

ARTICLE XLIII.

Duration of the Agreement.

1. This Agreement substitutes and abrogates the Convention of the 19th of November 1904 and the additional Agreement of the 30th of March 1922.

2. It will become effective on the date of ratification and pending ratification, the operations contemplated thereunder will commence on a date fixed by mutual consent of the Administrations of the two countries.

3. It will remain in force until one of the two contracting Administrations has notified the other, six months in advance, of its intention to abrogate it.

Done in duplicate and signed at Washington, the 5th day of January 1939.

Designated Convention and Agreement superseded.
33 Stat. 2291.

Effective date.

Duration.

Signatures.

Approval by the President.

Règlement d'Exécution de
l'Arrangement concernant l'Échange des
Colis Postaux
conclu entre
la Belgique et
les États-Unis d'Amérique.

Regulations of Execution for
the Agreement concerning the Exchange
of Parcel Post
concluded between
Belgium and
the United States of America.

Detailed regulations.

Le Règlement détaillé suivant pour l'exécution de cet Arrangement a été arrêté par les Administrations des Etats-Unis d'Amérique et de la Belgique.

ARTICLE 1.

Limits de poids et de dimensions.

Limits of weight and size.

Les colis échangés sous les dispositions de cet Arrangement ne peuvent excéder le poids de 20 kilogrammes (44 livres) ni la longueur de 1 m. 25 (4 pieds) en tous sens ni avoir un volume supérieur à 55 décimètres cubes (2 pieds cubes).

Les limites de poids et de dimensions indiquées ci-dessus peuvent être changées de temps en temps d'un commun accord par correspondance.

ARTICLE 2.

Conditionnement des colis.

Preparation of parcels.

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur ainsi que celle du destinataire doit être écrite lisiblement et correctement en caractères latins sur le colis même dans tous les cas où cela est possible, ou sur une étiquette attachée solidement au colis. Il est recommandé d'insérer dans tous les colis une copie de l'adresse notamment lorsqu'il s'agit de colis munis simplement d'une étiquette en raison de leur forme ou de leurs dimensions.

Les colis dont les expéditeurs ou les destinataires sont désignés par des initiales ne sont acceptés que lorsque les initiales représentent la raison sociale adoptée par l'expéditeur ou par le destinataire.

Les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon indélébile sur une surface préalablement humectée.

Regulations of Execution for the Agreement concerning the Exchange of Parcel Post concluded between Belgium and the United States of America.

ARTICLE 1.

Limits of weight and size.

Parcels exchanged under the provisions of this Agreement may not exceed 44 pounds (20 kilograms) in weight nor 4 feet (1.25 meters) in length nor have a volume greater than 2 cubic feet (55 cubic decimeters).

The limits of weight and size stated above may be changed from time to time by agreement made through correspondence.

ARTICLE 2.

Preparation of parcels.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be written, legibly and correctly in Roman letters on the parcel itself if possible, or on a label securely affixed to the parcel. It is recommended that a copy of the address be inserted in every parcel, especially when the use of a tag for the address is rendered necessary by the packing or form of the parcel.

Parcels on which the name of the sender or of the addressee is indicated by initials are admitted only when the initials are the adopted trade name of the sender or addressee.

Addresses in pencil are not admitted; however, addresses written in indelible pencil on a previously dampened surface are accepted.

2. Tout colis doit être emballé de manière à préserver le contenu pendant toute la durée du transport, et à éviter que le contenu puisse détériorer les autres colis ou objets, ou blesser les agents des postes. L'emballage doit protéger suffisamment le contenu du colis pour qu'en cas de spoliation, les traces puissent en être aisément découvertes.

Les colis assurés doivent obligatoirement être fermés et scellés au moyen de cachets à la cire, de plombs ou autrement. Le cache-tage (ou le plombage) des colis ordinaires est facultatif ou un ficelage soigneux suffit comme moyen de fermeture. L'une ou l'autre des Administrations peut exiger qu'une empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur figure sur les cachets ou les plombs comme mesure de sécurité.

L'Administration des douanes a le droit d'ouvrir les colis. A cet effet, elle peut rompre les cachets ou toute autre fermeture du colis. Dans ce cas, ces colis doivent être refermés, et, si c'est nécessaire, recachetés à l'aide de cachets officiels, après la vérification.

3. Chaque colis assuré doit être revêtu sur l'adresse du colis du numéro d'assurance du colis et d'une étiquette portant la mention "Valeur déclarée" ou "Insured" ou ces mots doivent être écrits ou empreints sur le colis.

4. Pour les colis assurés, la déclaration de la valeur doit être exprimée dans la monnaie du pays d'origine sur le colis et le bulletin d'expédition, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes.

Le montant de la déclaration de valeur doit être converti en francs—or et le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

En outre, le poids exact de chaque colis doit être inscrit par l'Administration d'origine sur l'adresse du colis et sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée.

2. Each parcel must be packed in such a way that the contents are protected over the whole route, and in such a way that the contents may not damage other parcels or objects or injure postal agents. The packing must protect the contents sufficiently that, in case of rifling, the traces thereof may be easily discovered.

Insured parcels must be sealed by means of wax, lead, or other seals. Ordinary parcels may be sealed at the option of the sender, or careful tying is sufficient as a means of closing. As a protective measure, either Administration may require that a special imprint or mark of the sender appear on the wax or lead seals closing insured parcels.

The Customs Administration of the country of destination is authorized to open the parcels. To this end, the seals or any other fastenings may be broken. In such case, these parcels must be refastened and also officially resealed after inspection.

3. Each insured parcel must bear on the address side an insurance number and must bear a label with the words "Insured" or "Valeur déclarée", or these words must be marked or stamped on the parcel.

4. In case of insured parcels, the amount of insured value must appear, in currency of the country of origin, on the parcel and on the dispatch note, in Roman letters spelled out in full and in Arabic figures.

The amount of the insured value must be converted into gold francs and the result of the conversion is to be shown by new figures placed beside or below those representing the amount of insured value in the currency of the country of origin.

In addition, the exact weight of each parcel must be written by the Administration of origin on the address side of the parcel and on the dispatch note in the place reserved for this purpose.

5. Les étiquettes et les timbres-poste apposés sur les colis assurés doivent être espacés de façon à ne pas pouvoir cacher des lésions de l'emballage; ils ne doivent pas, non plus, être repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

6. Les liquides et les corps facilement liquefiables doivent être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant, en carton ondulé solide ou en fibre de bois solide, ou tout autre récipient de résistance équivalente), il doit être ménagé un espace rempli de sciure de bois, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le liquide, si le récipient vient à être brisé.

7. Les poudres et les teintures en poudre doivent être contenues dans des boîtes en fer-blanc résistant ou en autre métal, hermétiquement fermées et scellées, placées à leur tour dans un deuxième étui extérieur solide de manière à éviter tout dommage aux autres objets.

ARTICLE 3.

Bulletins d'expédition et déclarations en douane. Dispatch notes and customs declarations.

Customs declarations.

1. L'expéditeur établira pour chaque colis à destination des Etats-Unis d'Amérique une déclaration en douane et pour chaque colis à destination de la Belgique deux déclarations en douane sur formule spéciale prévue à cet effet par le pays d'origine.

Les déclarations en douane doivent donner la description générale du colis, l'indication exacte et détaillée du contenu et de sa valeur, la date de dépôt, le poids réel, et porter la signature et l'adresse de l'expéditeur, ainsi que le nom et l'adresse du destinataire, et elles doivent être attachées solidement aux colis.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'établissement d'une seule déclaration en douane pour colis destinés aux Etats-Unis et de deux déclarations en douane pour colis destinés à la Belgique peu-

5. The labels and postage stamps placed on the insured parcels must be spaced so that they cannot conceal injuries to the packing. Neither may they be folded over two faces of the wrapping so as to cover the edge.

6. Liquids and easily liquefiable substances must be sent in a double receptacle. Between the first (bottle, flask, box, etc.) and the second (box of metal, strong wood, strong corrugated cardboard or fibreboard, or receptacle of equal strength), there must be left a space filled with sawdust, bran, or other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid in case the receptacle is broken.

7. Powders and dyes in powder form must be packed in strong boxes of tin or other metal, hermetically closed and sealed and placed in turn in a second substantial outer cover in such a way as to avoid all damage to other articles.

ARTICLE 3.

1. The sender shall prepare one customs declaration for each parcel destined for the United States of America and two customs declarations for each parcel destined for Belgium, on a special form provided for the purpose by the country of origin.

The customs declarations must give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, actual weight, the sender's name and address, and the name and address of the addressee and shall be securely attached to the parcel.

However, as an exception to the foregoing, the use of only one customs declaration for parcels sent to the United States and two declarations for parcels sent to Belgium may serve for a single

vent servir pour un envoi de colis ordinaires (non-assurés) envoyés par le même expéditeur au même destinataire au même moment. Ces déclarations en douane indiqueront, outre les détails prévus au paragraphe qui précède, le nombre total des colis que comprend l'envoi, et elles seront attachées solidement à un des colis. Les colis formant le même envoi porteront, de manière évidente, un numéro fractionnaire dont le numérateur doit indiquer en chiffres arabes, le numéro du colis et dont le dénominateur doit indiquer le montant des colis comprenant la consignation; par exemple, si un envoi comprend 15 colis, chaque colis doit être numéroté, respectivement, 1/15, 2/15, 3/15, etc.

2. L'expéditeur établira également un bulletin d'expédition conforme aux formules en usage dans le pays d'origine pour chaque colis ou pour chaque envoi de plusieurs colis ordinaires émanant du même expéditeur destinés à la même personne et déposés au même moment.

3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour l'inexactitude des indications portées sur les déclarations en douane, ou sur la partie du bulletin d'expédition remplie par le public.

consignment of any number of uninsured parcels sent by the same sender to the same addressee at the same time. In this case the customs declarations shall show, in addition to the particulars set forth in the preceding paragraph, the total number of parcels comprising the shipment, and shall be securely attached to one of the parcels. The parcels comprising the entire shipment shall be clearly marked in such case with a fractional number, the numerator of which will indicate, in Arabic figures, the number of the parcel, and the denominator the number of parcels comprising the shipment; for example, if a single shipment were composed of 15 parcels, each parcel would be numbered respectively, 1/15, 2/15, 3/15, etc.

2. The sender shall also prepare one dispatch note in accordance with the forms in use in the country of origin for each parcel or for each consignment of several ordinary parcels sent from the same sender to the same person and mailed simultaneously.

3. The Administrations accept no responsibility for the incorrectness of the information on the customs declarations or on that part of the dispatch notes which is filled in by the public.

ARTICLE 4.

Avis de réception.

1. Lorsqu'il est demandé un avis de réception, l'expéditeur ou le bureau d'origine porte sur le colis, la mention "Avis de réception" ou simplement les lettres "A. R." Le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'Administration expéditrice, établit un avis de réception et le fixe au colis. Si l'avis ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

2. Le bureau de destination, après avoir complété la formule en question, la renvoie, à découvert et en franchise, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

ARTICLE 4.

Return receipts.

1. When a return receipt is requested, the sender or the office of origin places on the parcel the words "Avis de réception" or simply the letters "A. R.". The office of origin or any other office appointed by the dispatching Administration shall fill out a return receipt form and attach it to the parcel. If the form does not reach the office of destination, that office makes out a duplicate.

2. The office of destination, after having completed the return receipt form, returns it free of postage to the address of the sender of the parcel.

Dispatch notes.

Return receipts.

3. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt du colis, le bureau d'origine remplit régulièrement une formule d'avis de réception, tout en y attachant une formule de réclamation pourvue des détails relatifs à l'expédition du colis, et la transmet au bureau de destination du colis. En cas de remise régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation, et l'avis de réception est traité de la manière prescrite au paragraphe précédent.

3. When the sender applies for a return receipt after a parcel has been mailed, the office of origin duly fills out a return receipt form and attaches it to a form of inquiry which is entered with the details concerning the transmission of the parcel and then forwards it to the office of destination of the parcel. In the case of the due delivery of the parcel, the office of destination withdraws the inquiry form, and the return receipt is treated in the manner prescribed in the foregoing Section.

ARTICLE 5.

Réceptacles.

Receptacles.

1. Les Administrations des deux pays contractants fournissent les sacs nécessaires à l'expédition de leurs colis et chaque sac doit être marqué de façon à indiquer le nom du bureau ou du pays auquel il appartient.

2. Les sacs doivent être renvoyés vides au bureau expéditeur par le plus prochain courrier. Les sacs vides seront réunis par paquets de dix (9 sacs renfermés dans un dixième sac). Le nombre total de ces sacs sera indiqué sur les feuilles de route respectives.

3. Au cas où dix pour cent du nombre total des sacs utilisés pendant une année n'a pas été renvoyé, la valeur des sacs manquants doit être remboursée à l'Administration d'origine.

1. The postal Administrations of the two contracting countries shall provide the bags necessary for the dispatch of their parcels and each bag shall be marked to show the name of the office or country to which it belongs.

2. Bags must be returned empty to the dispatching office by the next mail. Empty bags to be returned are made up in bundles of ten, enclosing nine bags in one. The total number of bags returned shall be entered on the relative parcel bills.

3. In case ten per cent of the total number of bags used during the year have not been returned, the value of the missing bags must be repaid to the Administration of origin.

ARTICLE 6.

Mode d'échange des colis.

ARTICLE 6.

Method of exchange of parcels.

1. Les colis seront échangés, dans des sacs dûment fermés et cachetés, par les bureaux désignés à la suite d'un accord entre les Administrations, et seront expédiés sur le pays de destination, par le pays d'origine, à ses frais et par les moyens dont il dispose.

Le poids de chaque sac ne doit pas dépasser 50 kilogrammes.

2. Les colis assurés sont insérés dans des sacs distincts de ceux qui contiennent les colis ordinaires;

1. The parcels shall be exchanged, in sacks duly fastened and sealed, by the offices appointed by agreement between the two Administrations, and shall be dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

The weight of each sack may not exceed 50 kilograms.

2. Insured parcels shall be enclosed in separate sacks from those in which ordinary parcels are con-

les étiquettes des sacs contenant des colis assurés sont marquées d'un signe distinctif dont les Administrations pourront de temps en temps convenir éventuellement.

tained, and the labels of sacks containing insured parcels shall be marked with such distinctive symbols as may from time to time be agreed upon.

ARTICLE 7.

Inscription des colis sur les feuilles de route. *Entry of parcels on the parcel bills.*

1. Les colis avec valeur déclarée et les colis ordinaires sont inscrits sur des feuilles de route distinctes. Les feuilles de route sont établies en double expédition. L'original est envoyé dans les dépêches régulières et le duplicata est inséré dans l'un des sacs. Le sac contenant la feuille de route est désigné par la lettre "F" tracée d'une manière apparente sur l'étiquette.

2. Les colis ordinaires compris dans chaque dépêche envoyée aux Etats-Unis d'Amérique sont inscrits sur les feuilles de route par la seule mention du nombre total des colis et de leur poids net total.

Les colis ordinaires compris dans chaque dépêche à destination de la Belgique sont inscrits sur les feuilles de route par la seule indication de leur nombre total pour chacune des coupures de poids suivantes:

- a) jusqu'à 2 livres (1 kg.)
- b) au-dessus de 2 livres et jusqu'à 11 livres (5 kgs.)
- c) au-dessus de 11 livres et jusqu'à 22 livres (10 kgs.)
- d) de plus de 22 livres, mais ne dépassant pas 33 livres (15 kgs.)
- e) de plus de 33 livres, mais ne dépassant pas 44 livres (20 kgs.)

3. Les colis assurés sont inscrits individuellement sur les feuilles de route de façon à comprendre le numéro d'assurance du colis ainsi que le nom du bureau d'origine.

Pour les colis envoyés aux Etats-Unis, le poids net total de tous les colis doit aussi être indiqué. Pour les colis envoyés à la Belgique, on doit également procéder de la même manière que pour les colis ordinaires, en ce qui concerne l'indication relative à la coupure de poids.

1. Insured and ordinary parcels are entered on separate parcel bills. The parcel bills are prepared in duplicate. The original is sent in the regular mails while the duplicate is inserted in one of the sacks. The sack containing the parcel bill is designated by the letter "F" traced in a conspicuous manner on the label.

2. The ordinary parcels included in each dispatch sent to the United States of America are entered on the parcel bills to show the total number of parcels and the total net weight thereof.

The ordinary parcels included in each dispatch sent to Belgium are entered on the parcel bills to show their total number for each of the following divisions of weight:

- (a) up to 2 pounds (1 kg.)
- (b) over 2 and up to 11 pounds (5 kgs.)
- (c) over 11 and up to 22 pounds (10 kgs.)
- (d) over 22 but not exceeding 33 pounds (15 kgs.)
- (e) over 33 but not exceeding 44 pounds (20 kgs.)

3. Insured parcels are entered individually in the parcel bills. The entry for each parcel comprises the insurance number of the parcel as well as the name of the office of origin.

For parcels sent to the United States, the total net weight of all the parcels must also be shown. For parcels sent to Belgium, the indication relative to the division of weight must also be entered, as in the case of ordinary parcels.

Entry of parcels on parcel bills.

4. Les colis envoyés à découvert doivent être inscrits séparément sur les feuilles de route.

5. Les colis en retour ou réexpédiés doivent être inscrits individuellement sur les feuilles de route et l'inscription est suivie de la mention "en retour" ou "Réexpédié", selon le cas. Il y a lieu d'indiquer éventuellement, dans la colonne "Observations", les frais pouvant grever ces colis.

6. Le nombre total des sacs dont se compose chaque envoi doit être indiqué aussi sur les feuilles de route.

7. Chaque bureau d'échange expéditeur doit numérotter les feuilles de route au coin supérieur gauche, en commençant tous les ans une nouvelle série pour chacun des bureaux d'échange destinataires. Le dernier numéro de l'année précédente doit être mentionné sur la feuille d'envoi de la première dépêche de l'année suivante.

8. Le mode exact d'inscription des colis ou des récipients qui les contiennent, envoyés en transit, par l'une des Administrations à l'autre ainsi que tous les détails des opérations à effectuer au sujet du mode d'inscription de ces colis ou de ces dépêches, et pour lesquels il n'est rien prévu ci-dessus, seront réglés d'un commun accord et par correspondance, par les deux Administrations.

4. Parcels sent in open mail must be entered separately in the parcel bills.

5. Returned or reforwarded parcels must be entered individually in the parcel bills, and the entry is followed by the word "Returned" or "Redirected" as the case may be. Also, any charges due on these parcels should be indicated in the "Observations" column.

6. The total number of sacks comprising each dispatch must also be shown on the parcel bills.

7. Each dispatching exchange office must number the parcel bills in the upper left-hand corner, beginning every year a new series for each exchange office of destination. The last number of the preceding year must be indicated on the parcel bill of the first dispatch of the following year.

8. The exact method of entering parcels or the receptacles containing them sent in transit by one Administration to the other, as well as all details of procedure in connection with the method of entering such parcels or such dispatches, for which no provision is made above, will be decided upon by mutual consent through correspondence by the two Administrations.

ARTICLE 8.

Vérification par les bureaux d'échange.

Verification by exchange office.

1. A la réception d'un envoi, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent. Si l'un des colis manque ou s'il est constaté des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de biffer les indications erronées, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. Ces rectifica-

1. On receipt of a parcel mail, the office of exchange of destination proceeds to check the parcels and the various documents which accompany them. If a parcel is missing or if the exchange office detects errors or omissions on the parcel bill, it immediately makes the necessary corrections, taking care to strike out the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible. These corrections are made by two offi-

ARTICLE 8.

Verification by the exchange office.

tions s'effectuent avec le concours cers. Except in case of obvious de deux agents. A moins d'une error, they are accepted in preference à l'évidence, elles prévalent sur la déclaration originale.

Un bulletin de vérification est, en outre, dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, en double expédition, au bureau d'échange expéditeur.

S'il est constaté une erreur ou une irrégularité à la réception d'une dépêche, toutes les pièces pouvant servir de preuves à l'appui en vue de recherches ultérieures ou de l'examen de demandes d'indemnité doivent être conservées.

2. Le bureau d'échange expéditeur auquel sont adressés les bulletins de vérification les renvoie le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné ses observations, s'il y a lieu. Ces bulletins sont ensuite annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles.

3. Si c'est nécessaire, le bureau d'échange expéditeur peut également être avisé par télégramme, aux frais de l'Office qui envoie ce télégramme.

4. En cas de manquant d'une feuille de route, il en est établi un duplicata dont une copie est envoyée au bureau d'échange expéditeur de l'envoi.

5. Le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un colis insuffisamment emballé ou avarié doit y donner cours après l'avoir emballé de nouveau, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif.

Si l'avarie est telle que le contenu de l'envoi a pu être soustrait, le bureau doit procéder d'abord à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu.

Dans les deux cas, le poids du colis doit être constaté avant et après le nouvel emballage et indiqué sur l'enveloppe même du colis. Cette indication est suivie de la mention "Remballé à . . ." et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

A bulletin of verification is, in addition, prepared by the office of destination and sent without delay, in duplicate, to the dispatching exchange office.

If an error or irregularity is found upon receipt of a dispatch, all objects which may serve later on for investigations, or for examination of requests for indemnity, must be kept.

2. The dispatching exchange office to which a bulletin of verification is sent returns it after having examined it and entered thereon its observations, if any. That bulletin is then attached to the parcel bills of the parcels to which it relates. Corrections made on a parcel bill which are not justified by supporting papers are considered as devoid of value.

3. If necessary, the dispatching exchange office may also be advised by telegram, at the expense of the Office sending such telegram.

4. In case of shortage of a parcel bill, a duplicate is prepared, a copy of which is sent to the exchange office of origin of the dispatch.

5. The office of exchange which receives from a corresponding office a parcel which is damaged or insufficiently packed must redistribute such parcel after repacking, if necessary, preserving the original packing as far as possible.

If the damage is such that the contents of the parcel may have been abstracted, the office must first officially open the parcel and verify its contents.

In either case, the weight of the parcel will be verified before and after repacking, and indicated on the wrapper of the parcel itself. That indication will be followed by the note "Repacked at . . .", and the signature of the agents who have effected such repacking.

ARTICLE 9.

Bonifications.

Charges.

1. Pour chaque colis (ordinaire ou assuré) échangé entre les deux pays contractants, l'Administration expéditrice bonifie un droit terminal sur les bases indiquées ci-après:

a) pour les colis provenant de la Belgique à destination des Etats-Unis d'Amérique, 70 centimes-or par kilogramme calculé sur le poids net global de chaque dépêche.

b) pour les colis provenant des Etats-Unis d'Amérique à destination de la Belgique.

60 centimes-or pour chaque colis n'excédant pas 1 kg. (2 livres).

90 centimes-or pour chaque colis au-dessus de 1 kg. mais n'excédant pas 5 kgs. (11 livres).

1.30 franc-or pour chaque colis au-dessus de 5 kgs. mais n'excédant pas 10 kgs. (22 livres).

1.80 franc-or pour chaque colis au-dessus de 10 kgs. mais n'excédant pas 15 kgs. (33 livres).

2.20 francs-or pour chaque colis au-dessus de 15 kgs. mais n'excédant pas 20 kgs. (44 livres).

De plus, pour chaque colis quelle que soit la valeur déclarée, l'Administration expéditrice bonifiera un droit terminal d'assurance de 10 centimes-or.

2. Dans le cas de colis provenant de la Belgique et expédiés aux Etats-Unis d'Amérique pour être transmis à l'une de ses possessions ou, en dépêches closes, à un tiers pays, l'Administration de la Belgique bonifiera à l'Administration des Etats-Unis, comme droit de transit, 70 centimes-or par kilogramme lorsque le transit a lieu par mer seulement; 1.15 franc-or par kilogramme lorsque le transit a lieu par terre seulement et 1.50 franc-or par kilogramme lorsque le transit s'effectue par mer et par terre, basé sur le poids net global de chaque dépêche. De plus, lorsqu'il s'agit de colis assurés, il sera payé un droit d'assurance de 10 centimes-or par colis (quelle que soit la valeur déclarée) pour

1. For each parcel (ordinary or insured) exchanged between the two contracting countries, the dispatching Administration shall pay a terminal credit as follows:

(a) for parcels originating in Belgium, addressed to the United States of America, 70 centimes gold per kilogram computed on the bulk net weight of each dispatch.

(b) for parcels originating in the United States of America, addressed to Belgium, 60 centimes gold for each parcel not exceeding 1 kg. (2 lbs.) in weight.

90 centimes gold for each parcel over 1 but not exceeding 5 kgs. (11 lbs.) in weight.

1.30 franc gold for each parcel over 5 but not exceeding 10 kgs. (22 lbs.) in weight.

1.80 franc gold for each parcel over 10 but not exceeding 15 kgs. (33 lbs.) in weight.

2.20 francs gold for each parcel over 15 but not exceeding 20 kgs. (44 lbs.) in weight.

In addition, for each insured parcel, regardless of its insured value, the dispatching Administration shall pay an insurance terminal credit of 10 centimes gold.

2. In the case of parcels originating in Belgium which are sent to the United States of America for onward dispatch to a possession of the latter country or, in closed mails, to a third country, the Administration of Belgium shall pay to the Administration of the United States as a transit credit 70 centimes gold per kilogram when only sea transit is provided; 1.15 franc gold per kilogram when only land transit is provided; and 1.50 franc gold per kilogram when both land and sea transit are provided, based on the bulk net weight of each dispatch. In addition, in the case of insured parcels, there shall be paid an insurance credit of 10 centimes gold per parcel (regardless of its

ARTICLE 9.

Charges.

chaque transit effectué par mer ou par terre.

De même, pour les colis destinés aux possessions des Etats-Unis, l'Administration de la Belgique bonifiera à l'Administration des Etats-Unis, les droits terminaux indiqués ci-après, basés sur le poids net global de chaque dépêche:

Pour les colis destinés à l'Alaska, 70 centimes-or par kilogramme.

Pour les colis destinés à Porto Rico, les Iles Vierges, Guam, Samoa et Hawaï, 35 centimes-or par kilogramme.

De plus, pour chaque colis assuré, quelle que soit la valeur déclarée, il sera payé un droit terminal d'assurance de 10 centimes-or.

3. Pour les colis originaires des Etats-Unis d'Amérique qui sont expédiés en transit par la Belgique en destination du Congo belge et du Grand-Duché de Luxembourg, l'Administration des Etats-Unis d'Amérique paiera à l'Administration de Belgique les taxes figurant dans la colonne 7 du tableau C. P. 1 belge en regard de chacune de ces deux rubriques.

En outre, pour les colis avec valeur déclarée, l'Administration des Etats-Unis d'Amérique allouera à la Belgique:

1°. pour les colis à destination du Congo belge:

a) via Anvers - Banana, 0.25 franc-or pour une valeur déclarée non supérieure à \$100. 0.40 franc-or pour une valeur déclarée supérieure à \$100.

b) via Anvers - Lobito, 0.30 franc-or pour une valeur déclarée non supérieure à \$100. 0.50 franc-or pour une valeur déclarée supérieure à \$100.

c) via Anvers - Egypte, 0.35 franc-or pour une valeur déclarée non supérieure à \$100. 0.60 franc-or pour une valeur déclarée supérieure à \$100.

d) via Alsace-Lorraine, Suisse, Italie, Egypte, 0.50 franc-or pour une valeur déclarée non supérieure à \$100. 0.90 franc-or pour une valeur déclarée supérieure à \$100.

insured value) for each land and sea transit involved.

Also, in the case of parcels for the possessions of the United States of America, the Administration of Belgium shall pay to the Administration of the United States the following terminal credits, based on the bulk net weight of each dispatch:

For parcels for Alaska, 70 centimes gold per kilogram.

For parcels for Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii, 35 centimes gold per kilogram.

In addition, for each insured parcel, regardless of its insured value, there shall be paid an insurance terminal credit of 10 centimes gold.

3. In the case of parcels originating in the United States of America which are sent in transit through Belgium for the Belgian Congo and the Grand Duchy of Luxembourg, the Administration of the United States of America will pay to the Administration of Belgium, the fees appearing in Column 7 of Belgian Form C. P. 1 relative to each of these two headings.

In addition, in the case of insured parcels, the Administration of the United States of America will allow to Belgium:

1st. for parcels for the Belgian Congo:

(a) via Anvers-Banana, 0.25 franc gold for a declared value not over \$100. 0.40 franc gold for a declared value over \$100.

(b) via Anvers-Lobito, 0.30 franc gold for a declared value not over \$100. 0.50 franc gold for a declared value over \$100.

(c) via Anvers-Egypt, 0.35 franc gold for a declared value not over \$100. 0.60 franc gold for a declared value over \$100.

(d) via Alsace-Lorraine, Switzerland, Italy, and Egypt, 0.50 franc gold for a declared value not over \$100. 0.90 franc gold for a declared value over \$100.

2°. pour les colis à destination du Grand Duché de Luxembourg, 0.15 franc 0.15 franc-or pour une valeur déclarée non supérieure à \$100. 0.20 franc-or pour une valeur déclarée supérieure à \$100.

2nd. for parcels for the Grand Duchy of Luxembourg, 0.15 franc gold for a declared value not over \$100. 0.20 franc gold for a declared value over \$100.

Les droits terminaux et de transit spécifiés ci-dessus peuvent être réduits ou majorés, sur préavis de 3 mois donné par un pays à l'autre. La réduction ou la majoration restera en vigueur pendant une durée d'un an au moins.

The terminal charges and transit rates specified above may be reduced or increased on 3 months previous notice given by one country to the other. These reductions or increases shall hold good for at least one year.

ARTICLE 10.

Règlement des comptes.

Accounting.

1. Chaque Administration fera établir mensuellement par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange de l'autre Administration, un état, conforme au modèle CP 14 de l'Arrangement international, des sommes inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit, soit à son débit. Ces états seront ensuite récapitulés par les soins de la même Administration dans un compte conforme au modèle CP 15 de l'Arrangement international.

2. Ce compte, accompagné des états mensuels, des feuilles de route et, le cas échéant, des bulletins de vérification y afférents, sera soumis à l'examen de l'Administration correspondante dans le courant du mois qui suivra celui auquel il se rapporte. Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, seront résumés dans un compte général trimestriel par les soins de l'Administration créitrice.

3. Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre les deux Administrations sera payé par l'Administration débitrice à l'Administration créitrice dans la monnaie de l'Administration créitrice, et au moyen de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, les frais de paiement restant à la charge de l'Administration débitrice.

ARTICLE 10.

Accounting.

1. Each Administration will prepare a statement monthly for each of its exchange offices covering all the dispatches received from the exchange offices of the other Administration, conforming to model CP 14 of the international Agreement, of the sums entered upon each parcel bill whether to its credit or to its debit. These statements will then be summarized by the same Administration in an account conforming to model CP 15 of the international Agreement.

2. This account accompanied by the monthly statements, the parcel bills, and the bulletins of verification pertaining thereto, if any, will be submitted for the examination of the other Administration in the course of the month following that to which it relates. The monthly accounts, having been verified and accepted by both parties, will be comprised in a general account every 3 months by the creditor Administration.

3. The balance resulting from the reciprocal accounts between the two Administrations will be paid by the debtor Administration to the creditor Administration in the currency of the creditor Administration by means of drafts payable at sight at the capital or a commercial city of that country, the cost of payment to be at the charge of the indebted Administration.

4. L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes devront être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, avant l'expiration du trimestre suivant. Passé ce délai, les sommes dues par l'une des deux Administrations à l'autre seront productives d'intérêts à raison de 7% l'an, à dater du jour de l'expiration dudit délai.

4. The preparation, sending out, and payment of the accounts shall be effected in the shortest time possible and at the latest before the expiration of the following quarter. After this time, the sums due from one Administration to the other shall bear interest at 7% per annum, counting from the day of the expiration of the said period.

ARTICLE 11.

Notifications diverses.

Les Administrations se communiqueront réciproquement un résumé de leurs lois ou règlements applicables aux colis échangés entre les deux pays contractants et des autres détails nécessaires pour l'exécution de l'échange des colis.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux et il aura la même durée que cet Arrangement.

Fait en double expédition et signé à Washington, le 5^{me} jour de janvier 1939.

*Le Postmaster General
des Etats-Unis d'Amérique.*

*Ambassadeur de
Belgique.*

[SEAL]

R. V. STRATEN

The foregoing Regulations for the Execution of the Parcel Post Agreement between the United States of America and Belgium have been negotiated and concluded with my advice and consent and are hereby approved and ratified.

In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed.

[SEAL]

FRANKLIN D ROOSEVELT

By the President,
CORDELL HULL
Secretary of State.

WASHINGTON, January 11, 1939.

Ratified by the King of the Belgians on March 21, 1939 as is evidenced by the autographed instrument of ratification in the files of the Post Office Department.

Miscellaneous notifications.

The Administrations shall communicate to each other a summary of the provisions of their laws or regulations applicable to the parcels exchanged between the two contracting countries, and other items necessary for carrying out the exchange of parcels.

These Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement.

Effective date and duration.

Signatures.

Done in duplicate and signed at Washington, the 5th day of January 1939.

[SEAL] JAMES A FARLEY
*The Postmaster General of
the United States of America.*

Belgian Ambassador.

Approval by the President.

Ratification by Belgium.